

50567-193/17.

509

(1943)

307

A

Rétablissement de la gare de Vintimille dans son rôle  
de gare internationale

Lettre S.N.C.F. au M.T.P.  
Lettre S.N.C.F. au M.T.P.

11.10.43  
24.12.43

Rétablissement de la gare de Vintimille dans son rôle de gare internationale

507

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS  
-----

Le Président  
du Conseil d'Administration  
-----

Paris, le 24 décembre 1943

D. 913.412-2

C O P I E

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la Douane française et la Douane allemande se sont installées le 23 novembre 1943 à Vintimille.

Quant à la Police française, elle continue à exercer son contrôle à Menton, les Autorités allemandes ne lui ayant pas donné l'autorisation de fonctionner à Vintimille.

Les opérations de police consistent dans le contrôle des passeports, sauf-conduits et laissez-passer des voyageurs franchissant la frontière franco-italienne, tant dans le sens Italie-France que dans le sens France-Italie, et à la perception de droits sur certains visas que la Police est autorisée à donner au passage.

Cette situation nous oblige à prévoir des stationnements plus importants de nos trains à Menton (20' dans le sens France-Italie et 30' en sens inverse).

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur l'avantage qu'il y aurait du point de vue des horaires à faire opérer la Police française à Vintimille où fonctionnent la Police italienne, les douanes française, italienne et allemande. Nous pourrions, en effet, supprimer les stationnements prolongés de nos trains à Menton, stationnements particulièrement gênants pour les express à longue distance dont l'origine a été reportée à Vintimille et qui subissent ces arrêts soit en début de parcours (dans le sens Italie-France), soit en fin de parcours (dans le sens France-Italie).

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat  
à la Production Industrielle  
et aux Communications.-

509

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-----

Le Président  
du Conseil d'Administration

Paris, le 11 octobre 1943

h 12/10/43  
D 509/31

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Ainsi que vous le savez, les Chemins de fer italiens ont assuré, à la suite de l'armistice de juin 1940, l'exploitation des lignes situées dans la zone occupée par les troupes italiennes, ce qui a entraîné, en particulier, le report de VINTIMILLE à MENTON des services de la gare internationale.

Depuis cette époque, la traction des trains entre ces deux gares était effectuée par les dits chemins de fer, et les tarifs italiens ont été substitués aux tarifs français sur les sections de lignes en cause.

Or, à la suite des derniers événements, le service des gares de MENTON et MENTON-GARAVAN, ainsi que la traction des trains jusqu'à VINTIMILLE, sont de nouveau assurés par le personnel de la S.N.C.F.

En raison de cette nouvelle situation de fait, nous nous proposons de donner des instructions pour faire appliquer dorénavant les tarifs français de bout en bout aux transports de marchandises et aux voyageurs en provenance ou à destination de MENTON et MENTON-GARAVAN.

Quant au trafic commercial entre la FRANCE et l'ITALIE, qui est actuellement suspendu, nous estimons que lors de sa reprise par la ligne du littoral, il devra s'effectuer, non pas conformément au modus vivendi conclu à ROME en janvier 1941, qui ne cadre plus avec la situation actuelle, mais bien sur la base des accords en vigueur avant la guerre, qui prévoyaient essentiellement la soudure des taxes à la frontière politique et le choix de VINTIMILLE comme gare internationale.

Du point de vue ferroviaire, rien ne s'oppose d'ailleurs à la restitution immédiate à VINTIMILLE de son caractère de gare internationale. Il serait toutefois nécessaire que des ordres fussent donnés dans le plus court délai pour que les services français de douane et de police, actuellement à MENTON, soient transférés à VINTIMILLE comme avant juin 1940.

Nous croyons devoir signaler cette situation à votre attention pour vous permettre de provoquer, si vous le jugez opportun, les décisions gouvernementales utiles.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration

signé: FOURNIER.

M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications - (Cabinet du Ministre) PARIS